

Il lui faudra faire des efforts encore plus grands pour convaincre nombre de militants à qui se posent bien des questions. Si, avec toute la force dont le P.C.F. disposait en 1945, il n'est pas parvenu à « élargir » la démocratie et à passer pacifiquement au socialisme, comment peut-on imaginer à présent, avec un groupe parlementaire aussi minuscule dans un Parlement croupion, obtenir une « révision démocratique » de la Constitution? Et que donnerait cette révision? Une IV^e République légèrement réchauffée? Mais personne ne bougera pour cela!

A propos, dans les thèses révisionnistes de Khrouchtchev sur les « voies parlementaires », il y avait une réserve: si la bourgeoisie recourait à la force, alors ces voies ne pourraient être suivies. Cette réserve a été tout simplement oubliée au moment où intervenait la force des parachutistes. La bourgeoisie ne s'est pas embarrassée de sa propre légalité; par la force elle a fait capituler le Parlement de 1956, elle a fabriqué une loi électorale pipée, et elle a le Parlement fantoche qui peut conduire non au socialisme... mais au fascisme.

L'IMPASSE DEMOCRATIQUE, L'ISSUE VERS LE SOCIALISME

Il ne sera pas aisé de déloger le régime de Gaulle. Pour l'immédiat, il y aura surtout à organiser une défensive farouche contre les assauts gouvernementaux, patronaux et fascistes qui vont se multiplier. Mais cette défensive ne trouvera de vigueur que si l'on insuffle dans les masses travailleuses non des formules creuses sur la « démocratie » et les « voies parlementaires », mais une volonté de combattre par les moyens révolutionnaires pour un gouvernement des travailleurs qui entamera la construction du socialisme.

Il y a 40 ans les bolcheviks dénoncèrent les mencheviks et les réformistes de tout acabit qui bloquaient la voie de la révolution socialiste en Europe et qui prétendaient que la Russie n'était pas mûre pour celle-ci. Aujourd'hui nous voyons de prétendus bolcheviks, en fait les disciples de Staline, les serviteurs de la bureaucratie soviétique, prétendre que la Chine est mûre pour le socialisme, mais pas la France, pas la Grande-Bretagne, pas un seul des pays économiquement développés de l'Europe!

En France comme dans tous les pays de l'Europe capitaliste, le mouvement ouvrier — qu'il soit dirigé par des réformistes ou des stalinien — se trouve devant une crise majeure. Au lendemain de la première guerre mondiale, la révolution socialiste avait échoué avant tout par la trahison des directions socialistes; le recul aboutit à la victoire du fascisme qui recouvrit presque toute l'Europe. Après la deuxième guerre mondiale, dirigeants réformistes et stalinien s'entendirent pour canaliser les mouvements des masses et rétablir des régimes de démocratie parlementaire. Ceux-ci vivent dans une crise quasi chronique, la France s'en est débarrassée pour le gaullisme et ailleurs ils sont très affaiblis. Se maintenir sur le plan de la démocratie bourgeoise, c'est s'engager, sur la voie de la France, vers la dictature ouverte du capital.

Le gaullisme n'est pas du tout stabilisé, en dépit des 80 % de voix qu'il obtient. Il peut chavirer sur l'Algérie, sur des difficultés économiques, mais dans quel sens? Il n'y aura de réel élargissement de la démocratie au profit des masses qu'en résultat d'une lutte qui renversera le régime capitaliste.

DES GARANTIES, MAIS A QUI ET POUR QUOI?

Quant à la question des gains du P.C.F. entre le premier et le second tour, ce qui les caractérise c'est leur insignifiance numérique qui a une très grande signification politique. Il est incontestable que, d'une façon générale, les électeurs socialistes (même ceux du P.S. autonome ou de l'U.G.S.) n'ont que très peu voté au second tour pour les candidats communistes les mieux placés. On peut relever beaucoup plus de cas où les voix se sont portées sur des candidats bourgeois. Au Comité central qui précéda les élections, Thorez dit qu'il fallait faire jouer le « réflexe républicain ». Nous ne voulons pas exposer ici la confusion qu'il implique (à la différence entre classes est substituée une différence entre « droite » et « gauche » en dehors des classes), mais il n'y a pas de doute qu'en France le « réflexe républicain » (pas d'ennemis à gauche!) a de fortes traditions. Or, il est clair que, s'il joue très peu, c'est qu'il y a non seulement un anticommunisme foncier, compréhensible, dans les directions réfor-

mistes et démocrates bourgeoises, mais aussi une aversion dans les masses socialistes envers le P.C.F.

La direction du P.C.F. trompe ses membres quand elle met l'accent sur ces gains d'entre deux tours comme un espoir de gains ultérieurs. Si l'on veut rompre « l'isolement » tant craint par les membres du P.C.F., c'est la faiblesse de ces gains — en présence cependant d'une grande poussée réactionnaire — qu'il faut expliquer.

La raison en est très simple. La direction du P.C.F. déclare offrir aux chefs démocrates et réformistes à qui elle propose une alliance politique des garanties qu'elle sera fidèle au contrat et n'exploitera pas la force des ouvriers pour sortir du régime capitaliste et s'engager sur la voie du socialisme. Mais le problème n'est pas là pour les larges masses travailleuses qui ont de la méfiance envers la direction du P.C.F. Ce n'est pas le coup de Prague envers la bourgeoisie qu'elles craignent, mais le coup de Budapest envers les travailleurs qui ne partagent pas la « ligne » de la direction. Elles ont acquis cette méfiance à la suite de toutes leurs expériences, en France même, de manœuvres, d'étouffement de la démocratie, de méthodes calomnieuses et brutales dans les organisations ouvrières même qui sont contrôlées par les stalinien. S'il n'y avait pas cette méfiance à la base, toutes les campagnes anticommunistes venimeuses des réformistes échoueraient, et le P.C.F. ne connaîtrait pas l'isolement auquel ses militants sont de plus en plus sensibles.

Thorez, tout comme Mollet, soigne son parti en disant que tout ira bien... demain ou bien après-demain. Mais, bien qu'il dispose de plus de possibilités de manœuvre vis-à-vis de son parti, il ne pourra longtemps contenir une crise qui mûrit depuis des années. Car, demain cela n'ira pas mieux. La situation objective contient de puissantes contradictions qui peuvent permettre un retournement de la situation, mais il faut savoir que ce ne sont pas des possibilités proches et quasi automatiques. La lancée du gaullisme par le coup du 13 mai n'est pas du tout épuisée; les chiffres du référendum et des élections attestent son ampleur mais ne signifient pas du tout qu'on a déjà atteint le fond de la descente. Au contraire, nous allons au devant de périodes extrêmement difficiles. La pire des aberrations serait de semer des illusions, de fausses espérances. Enfin on ne sortira de cette situation, quand les conditions objectives se seront transformées, que si l'on se débarrasse des politiques funestes qui ont abouti à la défaite de cette année.

**

Une couche encore très limitée de militants a engagé la bataille pour un renouveau du mouvement ouvrier; la confusion y sévit grandement, ce qui n'est pas surprenant après les années de domination du stalinisme. La crise ira en englobant des couches de plus en plus larges de militants, rétifs aux propos endormeurs de dirigeants responsables d'une défaite aussi lourde. Il n'y aura pas de voie aisée pour parvenir à la rénovation du mouvement ouvrier. Nul ne le sait mieux que nous, trotskystes, qui avons du premier jour combattu le stalinisme, bien avant qu'il ait pris toute son ampleur et produit ses fruits empoisonnés. Mais, nous savons aussi qu'à travers cette lutte, ce sont les principes fondamentaux du marxisme révolutionnaire qui, à notre époque, sont ceux de ce qu'on appelle le trotskysme qui finiront par triompher parce qu'eux seuls peuvent assurer la victoire de la classe ouvrière et du socialisme.

Le 9 décembre 1958.

AIDEZ LA DIFFUSION DE CE NUMERO

SOUSCRIVEZ A

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

C.C.P. 6965-68, Paris

64, Rue de Richelieu